

L'imminence d'une crise dans les pays industrialisés

Partage international n° [188](#) - Avril 2004

par Ann Pettifor

Londres, Grande-Bretagne

Jubilee Research, le programme international sur la dette et la finance de la New Economics Foundation (Nef), dont les études ont mis en lumière la crise de l'endettement des pays en développement, a récemment dévoilé des résultats troublants quant à l'imminence d'une crise de l'endettement qui affecterait, cette fois-ci, les pays industrialisés. Ces observations paraissent dans le premier des rapports annuels de la Nef sur l'économie mondiale, *Real World Economic Outlook* (RWEQ) (Regard sur la véritable économie mondiale), qui se veut la contrepartie de la publication annuelle du FMI sur l'économie mondiale, *World Economic Outlook* (Regard sur l'économie mondiale).

Selon le RWEQ, en quelques décennies, les dirigeants des banques centrales et les ministres des Finances ont créé une bulle financière géante par leur politique de « crédit facile ». Mais cette bulle est sur le point d'éclater, alors que l'actif des pays du G-7 est neuf fois supérieur à leur PIB (produit intérieur brut). Un tel ratio a déjà déclenché des crises financières ailleurs dans le monde. Selon la Nef, un autre élément déstabilisant serait une hausse des taux d'intérêt - qui n'est pas improbable aux Etats-Unis et au Royaume Uni, dont la dette extérieure est énorme.

Le RWEQ révèle que la dette mondiale s'élève à 100 billions de dollars, alors que les revenus pouvant être affectés au paiement de cette dette ne sont que de 33 billions. Les récentes chutes boursières, bien que sévères, ont à peine ébranlé ce fragile échafaudage. La Nef prédit que lorsque la bulle éclatera, aux Etats-Unis et au Royaume Uni, les consommateurs de la classe moyenne en seront les premiers affectés. Une situation particulièrement injuste, alors que c'est la politique de dérégulation des gouvernements et des banques centrales qui les a encouragés à s'endetter. L'impact de l'explosion de cette bulle de crédit se fera sentir autour du globe, affectant d'abord les plus

pauvres. Cette situation est d'autant plus injuste que les dirigeants des banques centrales et les ministres des Finances ont gelé les prix et les salaires, et utilisé la bulle de crédit (l'emprunt) pour faire monter la valeur des actifs (actions, obligations, biens immobiliers) à des sommets inégalés. Et, dans l'ensemble, les pauvres et les classes moyennes dépendent des salaires, alors que les riches tirent leurs revenus de leur patrimoine.

Comment nous sommes-nous enfoncés dans un tel bourbier ? Le RWEQ remet en question les explications habituelles sur les raisons qui ont conduit à la « mondialisation ». Nous [les auteurs] contestons la théorie selon laquelle la dérégulation des mouvements de capitaux - au cœur même du projet de mondialisation - a été induite par une sorte de « combustion spontanée » résultant de la nouvelle technologie. Nous n'endossons pas non plus le point de vue de nombreux activistes, voulant que la mondialisation soit imputable à l'action des grandes entreprises. Nous croyons plutôt que la mondialisation a été déclenchée par des politiciens élus et des dirigeants de banques centrales, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, car ce sont eux qui ont aboli le système de remboursement des dettes basé sur l'échange de l'or. Ils ont, à la place, cherché à ouvrir (libéraliser) les marchés financiers afin de permettre aux Etats-Unis d'emprunter pour payer leurs dettes.

Ce nouvel arrangement leur a permis d'imprimer de nouveaux dollars pour payer leurs dettes, alors que les pays pauvres sont forcés d'utiliser des devises étrangères pour payer les leurs. Les politiciens et directeurs de banques centrales britanniques n'ont été que trop heureux de servir d'intermédiaires financiers aux Américains. Ensemble, ils ont créé une nouvelle structure financière qui oblige effectivement les banques centrales des autres pays, riches et pauvres, à prêter aux Etats-Unis - et à s'endetter - en achetant des bons du Trésor américain, devenus l'actuelle monnaie de réserve à la place de l'or, qui avait l'avantage d'être neutre. Ce système rend les financiers américains confiants dans le fait que le reste de l'humanité continuera à défrayer le coût de leurs dépenses extravagantes.

Nous désapprouvons cette position. Il est de plus en plus reconnu que l'endettement progressif des

ménages et des entreprises, ainsi que l'accroissement de la dette intérieure et extérieure des Etats-Unis, n'est plus acceptable. Certaines banques centrales commencent même à délaisser le dollar américain en faveur de l'euro. Si les capitaux continuent de désertir les Etats-Unis, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, devra hausser les taux d'intérêt pour attirer de nouveau les capitaux étrangers aux Etats-Unis, et renflouer ainsi le déficit des marchés intérieurs et extérieurs. Ce qui pourrait se produire très bientôt, si l'on se fie aux fluctuations du marché obligataire. La bulle éclatera lorsque les taux d'intérêt grimperont de nouveau ; que les coûts de la dette monteront en flèche, à la fois pour les entreprises et les ménages ; et que les défauts de paiement et les faillites iront croissant. (Voir Eric Helleiner, *The Re-emergence of Global Finance : from Bretton Woods to the 1990s*. Cornell University Press, Ithaca, 1994).

Pour certains, cette « minute de vérité » a déjà sonné. Lorsque ce sera également le cas pour les millions de personnes qui empruntent et dépensent avec sagesse et héroïsme, soutenant ainsi l'économie, la souffrance et l'anxiété envahiront les individus, les entreprises et leurs salariés, les familles et les communautés. Les conséquences, pour chacun d'entre nous, et particulièrement pour les habitants des pays les plus pauvres, seront tout

simplement terrifiantes. Le RWEO invite donc les gouvernements et les banques centrales à assumer leur responsabilité quant à la dérégulation financière inconséquente qu'ils ont exercée ; à réglementer de nouveau le marché financier international en réinstallant le contrôle des changes ; à mettre un frein à l'« argent facile » (le crédit et l'emprunt inconsidérés) et à ramener l'économie à de justes proportions. Nous invitons les gouvernements à apporter une compensation aux consommateurs qui, en ce moment, soutiennent du mieux qu'ils peuvent l'économie américaine et britannique, non en taxant davantage les classes moyennes, mais en obligeant les riches à partager certains des gains énormes accumulés ces vingt dernières années grâce aux tactiques des banques centrales. Notre monde a été mis sens dessus dessous. Le temps est maintenant venu de le remettre à l'endroit.

Auteur : Ann Pettifor, Directrice de Jubilee Research à la New Economics Foundation. Elle fut cofondatrice de la campagne Jubilee2000 qui a abouti à l'annulation d'une dette de 100 milliards de dollars au profit des pays en voie de développement.

Sources : IPS

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()